

**MARCHE PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE**  
Ght\_TRV\_2025-025\_MAPA\_Moe Restructuration Du  
Service D'Imagerie Du Site Mco\_Gier [2025]

**Maître d'Ouvrage**



**Objet du marché**

**Mission de maîtrise d'œuvre relative à la restructuration au service  
d'imagerie du site MCO de l'hôpital du Gier à Saint-Chamond (42)**

**Cahier des Clauses  
Administratives Particulières**

La consultation est passée selon la procédure adaptée.

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE PREMIER : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	<b>5</b>
1.1 - OBJET DU MARCHÉ	5
1.2 – TITULAIRE DU MARCHÉ	5
1.3 – SOUS-TRAITANCE	5
1.4 - DÉCOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	6
1.5 - CONTENU DES ÉLÉMENTS DE MISSION	6
1.6 – DURÉE DU MARCHÉ	7
1.7 - MODE DE DÉVOLUTION DES MARCHES DE TRAVAUX :	7
1.8 – INTERVENANTS	8
1.8.1-LE POUVOIR ADJUDICATEUR	8
1.8.2 – LE MAÎTRE D'OUVRAGE	8
1.8.2 - CONTRÔLE TECHNIQUE	8
1.8.3 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE, COORDINATION	9
1.8.4 - COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS	9
1.8.5 - COORDINATION SSI	9
1.9 – CONTRAINTES.	10
1.9.1. - CONTRAINTES GÉNÉRALES	10
1.9.2. - ORIGINE DES BOIS MIS EN ŒUVRE	10
1.9.3 – MAINTENANCE ET ENVIRONNEMENT DURABLE	10
1.9.4 TRAVAIL DISSIMULÉ	10
1.10 CHANGEMENTS AFFECTANT LE(S) TITULAIRE(S)	10
1.11 RESPECT DE LA PROTECTION DES DONNÉES RGPD	11
1.12 DISCRETION	11
1.13 SÉCURITÉ	12
1.14 RÉALISATIONS DE PRESTATIONS SIMILAIRES :	12
<b>ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 3 : PRIX</b>	<b>15</b>
3.1 - CARACTÉRISTIQUES DES PRIX	15
3.2 - FORFAIT DE RÉMUNÉRATION	15
3.3 – ÉTUDES / TRAVAUX MODIFICATIFS OU SUPPLÉMENTAIRES.	16
3.4 - MODALITÉS DE VARIATION DES PRIX	16
<b>ARTICLE 4 : RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE</b>	<b>16</b>
4.1 - AVANCE	16
4.2 – ACOMPTES	17
4.3 - SOLDE	20
4.4 - EN CAS DE COTRAITANCE.	21
4.5 - EN CAS DE SOUS-TRAITANCE.	21
4.6 - DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT	22
<b>ARTICLE 5 : DÉLAIS - PÉNALITÉS PHASE « ÉTUDES »</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE 5.1 - PÉNALITÉS</b>	<b>22</b>

5.2 - RECEPTION DES DOCUMENTS D'ETUDES	23
5.2.1 - PRESENTATION DES DOCUMENTS	23
5.2.2 - ACCEPTATION DES DOCUMENTS D'ETUDES	23
5.2.3 - DELAIS ET PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES REPRISES D'ETUDES.	24
5.2.4 - DELAIS ET PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS RELATIVES AUX MODIFICATIONS APPORTEES EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE.	24
5.2.5 - DELAIS ET PENALITES DE RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS EN PHASE ACT	24
<b>ARTICLE 6 : PHASE « TRAVAUX »</b>	<b>25</b>
6.1 - VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTES	25
6.2 - DECOMPTE GENERAL	25
6.3 - INSTRUCTION DES MEMOIRES EN RECLAMATION	25
6.4 - VISA DES ETUDES D'EXECUTION DES ENTREPRENEURS	26
6.5 - ÉTABLISSEMENT DES COMPTES-RENDUS DE REUNION	26
6.6 - TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIFS	26
6.7 - OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION	27
6.8 - VISA DU DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)	27
6.9 - DELAIS ET PENALITES POUR RETARD DANS L'EXAMEN DES DESORDRES PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	27
6.10 - ÉTABLISSEMENT DES RAPPORTS MENSUELS D'AVANCEMENT	28
6.11 - ÉTABLISSEMENT DES AVENANTS AUX MARCHES DE TRAVAUX	28
6.13 - POINTS DIVERS CONCERNANT LES DELAIS	28
<b>ARTICLE 7 : AUTRES PENALITES</b>	<b>29</b>
7.1 - PRODUCTION DES DOCUMENTS VISES AUX ARTICLES D.8222-5 ET -7 DU CODE DU TRAVAIL	29
7.2 - PRODUCTION DES ATTESTATIONS D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE EN COURS DE CHANTIER ET APRES TRAVAUX ET DE RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE	29
7.3- TRANSMISSION DES CONTRATS DE SOUS-TRAITANCE AU POUVOIR ADJUDICATEUR	29
7.4- AVIS SUR LES DEMANDES D'AGREMENT DES SOUS-TRAITANTS DANS LE CADRE DES MARCHES DE TRAVAUX	29
<b>ARTICLE 8 : COUT DE L'OPERATION</b>	<b>29</b>
8.1 - ENVELOPPE ET CONTENU DES PRESTATIONS	29
8.2 - ESTIMATION PROVISOIRE DU COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX (Ep)	30
8.3 - ESTIMATION DEFINITIVE DU COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX (Cp)	30
8.4 - FIXATION DU COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX (Cp) ET DU FORFAIT DEFINITIF DE REMUNERATION	30
8.5 - ESTIMATION EN PHASE PROJET (PRO)	30
8.6 - COUT DEFINITIF DES TRAVAUX (Cf)	31
8.7 - COUT CONSTATE FINAL (CCF)	31
8.8 - TAUX DE TOLERANCE	31
8.9 - RESPECT DE L'ENVELOPPE	31
<b>ARTICLE 9 : CONTROLE DES COUTS DE L'OPERATION</b>	<b>32</b>
<b>ARTICLE 10 : COMPARAISON ENTRE PREVISION ET REALITE</b>	<b>33</b>
10.1 - COMPARAISON ENTRE Cp, Cf ET CCF	33
10.2 - COMPARAISONS DES COUTS EFFECTUEES EN VALEUR Mo.	33

<b>ARTICLE 11 – ECART TOLERE ET REMUNERATION FINALE.</b>	<b>33</b>
11.1 - PREMIERE PHASE (ETUDES)	34
11.2 - DEUXIEME PHASE (ACHEVEMENT DES TRAVAUX)	34
<b>CHAPITRE V - EXECUTION DE LA MISSION</b>	<b>35</b>
<b>ARTICLE 12 – EXECUTION ET ORGANISATION DE LA MISSION DU MAITRE D'ŒUVRE.</b>	<b>35</b>
12.1 - HYGIENE ET SECURITE	35
12.2 - ORGANISATION DES ETUDES ET DU SUIVI DES TRAVAUX	35
12.3 - UTILISATION DES NORMES ET DE LA LANGUE FRANÇAISE	37
<b>ARTICLE 13 – UTILISATION DES RESULTATS – PROPRIETE INTELLECTUELLE – OBLIGATION DE DISCRETION</b>	<b>38</b>
13.1 – UTILISATION DES CONNAISSANCES ANTERIEURES	38
13.2 – UTILISATION DES RESULTATS	38
13.2.1 – RESULTATS PROTEGES PAR UN DROIT DE PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE	38
13.2.2 – MISE EN ŒUVRE DE LA PROTECTION DES DROITS MORAUX	38
13.2.3 – EXPLOITATION COMMERCIALE DES RESULTATS	38
13.3 – OBLIGATION DE DISCRETION	39
<b>ARTICLE 14 – ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION</b>	<b>39</b>
<b>ARTICLE 15 – ACHEVEMENT DE LA MISSION</b>	<b>39</b>
<b>CHAPITRE VI - RESILIATION DU MARCHE - CLAUSES DIVERSES</b>	<b>39</b>
<b>ARTICLE 16 - RESILIATION</b>	<b>39</b>
16.1 – RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	39
16.2 – RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU TITULAIRE	40
16.3 – RESILIATION DU FAIT D'UN DEPASSEMENT DU COUT PREVISIONNEL	40
16.4 – RESILIATION DU FAIT D'UN DEPASSEMENT DES DELAIS	40
<b>ARTICLE 17 – CLAUSES DIVERSES.</b>	<b>40</b>
17.1 – CONDUITE DES OPERATIONS DANS UN GROUPEMENT.	40
17.2 - SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX.	41
17.3 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.	41
17.4 - ARRET MOMENTANE DES PRESTATIONS.	41
17.5 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES.	41
<b>ARTICLE 18 - ASSURANCES</b>	<b>41</b>
18.1 - ASSURANCE DECENNALE :	41
18.2 - RESPONSABILITE PROFESSIONNELLE AUTRE QUE DECENNALE :	41
18.3- ASSURANCE COMPLEMENTAIRE DU TITULAIRE :	42
18.4 - JUSTIFICATION :	42
<b>ARTICLE 19 – REGLEMENT DES DIFFERENDS</b>	<b>42</b>
<b>ARTICLE 20 – DEROGATIONS AU CCAG-MOE ET AU CCAG-TRAVAUX.</b>	<b>42</b>

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### CHAPITRE PREMIER : GENERALITES

#### Article premier : Objet du marché - Dispositions générales

##### **1.1 - Objet du marché**

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières est un marché de maîtrise d'œuvre concernant :

##### **Mission de maîtrise d'œuvre relative à la restructuration du service d'imagerie du site MCO de l'hôpital du Gier à Saint-Chamond (42).**

Le titulaire de ce marché ne pourra participer aux marchés d'études ultérieurs qui se rapportent à la même opération, s'il résulte de ces études qu'elles procurent au titulaire de ce marché, un avantage de nature à porter atteinte à la libre concurrence et à l'égalité des candidats.

##### **Lieu(x) d'exécution :**

19 rue Victor Hugo  
42400 Saint-Chamond

**Lieu de réalisation des prestations du maître d'œuvre**, ci-après : Les prestations prévues au titre du présent marché sont réalisées dans les locaux du titulaire, à l'exception des réunions nécessaires à la mise en œuvre et à l'avancement des travaux et aux réunions de chantier qui ont lieu dans les locaux du Maître d'Ouvrage.

##### **1.2 – Titulaire du marché**

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom de « titulaire » ou de « maître d'œuvre » sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement intitulé « contractant ».

##### **1.3 – Sous-traitance**

Les articles L.2141-1 à L.2141-6 du code de la commande publique et de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance (modifiée par la loi 2001-1168 du 12 décembre 2001) sont applicables.

Il est précisé par ailleurs que :

- Les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles au moins équivalentes, pour les tâches à effectuer, à celles des personnes désignées à l'annexe 1 de l'acte d'engagement ; A défaut, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra refuser l'agrément du sous-traitant proposé ;
- Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché est (sont) tenu(s) de communiquer le ou les contrats de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur lorsque celui-ci en fait la demande.  
Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché qui, sans motif valable, 15 jours après avoir été mis par écrit en demeure de le faire, ne communique(nt) pas un sous-traité, encourt (encourent) la pénalité fixée à l'article 7.3 du CCAP.

- Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, il est précisé que le représentant du pouvoir adjudicateur n'acceptera pas la mise en place d'une délégation de paiement et exigera du sous-traitant dit de 1er rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

#### **1.4 - Décomposition en tranches et lots**

Le marché est composé d'une tranche ferme et de 2 tranches optionnelles :

Désignation des tranches
Tranche ferme DIAG + ESQ
Tranche optionnelle 1 AVP + PRO + ACT + EXE PARTIEL
Tranche optionnelle 2 VISA + DET + AOR

#### **1.5 - Contenu des éléments de mission**

La mission de maîtrise d'œuvre est établie conformément au livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique (articles L.2410-1 à L.2432-2 et R.2412-1 à R.2432-7 du même code).

Le présent marché est constitué des éléments suivants :

##### ***a.Éléments de mission de base :***

Code	Libellé
DIAG	Diagnostic
ESQ	Esquisse
AVP*	Avant projet
PRO	Études de projet
ACT	Assistance pour la passation du Contrat de Travaux <ul style="list-style-type: none"> <li>- Analyse des dossiers de candidatures</li> <li>- Dossier de consultation des entreprises (plans d'exécution, spécifications techniques, cahiers des clauses techniques particulières, cadre de DPGF rempli en quantités (la notion d'ensemble est interdite...))</li> <li>- Un suivi des consultations et l'analyse des offres</li> </ul>
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet
EXE	Études d'exécution du ou des contrats de travaux (EXE partiel avec DQE + calendrier + SYN PARTIELLE selon annexe 2
DET	Direction de l'exécution des contrats de travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Le contenu de chaque élément est celui qui figure à partir de l'article R. 2431-5 du Code de la Commande Publique.

\*La mission AVP correspond à l'APD. Compte tenu des délais, du mode de dévolution et de la faible surface impactée par le projet, il est accepté par les parties que l'APS n'est pas nécessaire au bon déroulement du projet.

**b. Éléments de mission complémentaire :**

Code	Libellé
OPC	Ordonnancement, coordination et pilotage du chantier (mc1)
SSI	Coordination sécurité incendie (mc2)

Le contenu détaillé des prestations figure en annexe 1 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG-MOE, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général au terme de l'une de ces étapes, aucune indemnité de résiliation n'est due au maître d'œuvre.

Seule la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées, peut être indemnisée dans les conditions de l'article 31 du CCAG-MOE.

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'opération de réhabilitation au sens de la section 2 du chapitre 1er du Titre III du livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique (articles R.2431-19 à R.2431-23 du code de la commande publique).

**1.6 – Durée du marché**

Le marché prendra effet à sa date de notification. L'exécution des prestations débutera à compter de la date figurant sur l'ordre de service prescrivant le démarrage de la mission et s'achèvera à la fin de la garantie de parfait achèvement des travaux correspondants, (éventuellement prolongée). Dans tous les cas, l'achèvement de la mission ne pourra intervenir avant la levée de la dernière réserve conformément à l'article 15 du présent CCAP.

**1.7 - Mode de dévolution des marchés de travaux :**

Il est prévu que les travaux soient dévolus en lots séparés, et pourront faire l'objet des procédures définies au code de la commande publique.

Le choix définitif du mode de dévolution devra être confirmé au plus tard à la réception de l'AVP (Avant-projet).

Il est précisé que le découpage en lot se fait en concertation avec le pouvoir adjudicateur au niveau de l'avant-projet (AVP).

A cette fin le D.C.E. devra comporter tous les éléments permettant aux entreprises de s'engager sur un prix forfaitaire.

Un planning définitif de remise des dossiers de consultation des entreprises sera alors établi par le maître d'œuvre.

## **1.8 – Intervenants**

### **1.8.1-Le pouvoir adjudicateur**

CHU SAINT ETIENNE –Etablissement support du GHT LOIRE  
Direction des Achat et du Patrimoine  
Hôpital Bellevue  
42055 SAINT ETIENNE CEDEX 02

### **1.8.2 – Le Maître d'ouvrage**

HOPITAL DU GIER  
19 rue Victor Hugo  
42403 SAINT CHAMOND

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « le maître d'ouvrage » ou « représentant du pouvoir adjudicateur » ou « pouvoir adjudicateur ».

### **1.8.2 - Contrôle technique**

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté du contrôleur technique agréé dont le nom et les missions seront communiqués ultérieurement au maître d'œuvre. Le Contrôleur Technique intervient dans les conditions prévues aux articles L. 111-23 et suivants et les articles R. 111-29 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

Les missions confiées au Contrôleur Technique sont relatives :

- **Mission LP (intégrant la mission L)** relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables et dissociables.
- **Mission LE** vise la solidité des constructions existantes et concerne les opérations de rénovation, réhabilitation ou transformation.
- **Mission SEI** relative à la sécurité des personnes applicables aux E.R.P.

Les missions complémentaires confiées sont :

- **Mission Ps** relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme ;
- **Mission F** relative au fonctionnement des installations étant précisé que le contrôleur technique établira la liste des essais et épreuves que les entreprises doivent réaliser ;
- **Mission PH** relative à l'isolation acoustique de bâtiments ;
- **Mission TH** relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie ;
- **Mission Hand** relative au respect des prescriptions réglementaires pour l'accès des personnes handicapées ;
- **Attestation Hand** relative à la fourniture de l'attestation de conformité à la réglementation relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées ;
- **Mission Brd** relative au transport de brancards dans les constructions ;



- **Mission GTB** relative à la gestion technique des bâtiments ;
- **Mission VIEL** relative à la vérification initiale des installations électriques complétée par la vérification avant la mise sous tension en vue de l'obtention de l'attestation de conformité visée par le CONSUEL et la réalisation de la première vérification périodique des installations électriques ;
- **Mission PV** relative au recollement des procès-verbaux d'essais de fonctionnement des installations ;

Récapitulatifs mensuels des avis émis non suivis d'effet ou en attente de réponse ;

- **Mission HYSh ou HYSa**, missions complémentaires relatives à l'hygiène et à la santé, dans les bâtiments d'habitation (h) et autres constructions (a) : aération, eau, sanitaires, effluents, déchets...

Le maître d'œuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

Le maître d'ouvrage se réserve la faculté de modifier les éléments de mission confiés à l'organisme de contrôle.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « le contrôleur technique ».

### **1.8.3 - Ordonnancement, pilotage, coordination**

La réalisation des prestations décrites dans l'élément de mission O.P.C. est confiée au maître d'œuvre. Il s'agit d'une mission complémentaire.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « l'OPC » ou « le pilote ».

### **1.8.4 - Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs**

L'opération, objet du présent marché relève du **niveau I** au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993). Cette mission sera rémunérée par le pouvoir adjudicateur.

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement, le nom du coordonnateur sera alors communiqué au maître d'œuvre.

Le coordonnateur sera désigné en application des articles L. 4532-3, -4 et -7 du code du travail par le pouvoir adjudicateur.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « CSPS ».

Le maître d'œuvre sera notamment tenu de pleinement collaborer avec le CSPS dans l'élaboration du DIUO (phase étude et phase travaux).

### **1.8.5 - Coordination SSI**

La mission complémentaire SSI est incluse dans le présent contrat et sera confiée au titulaire du présent marché.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « le SSI ».

## **1.9 – Contraintes.**

### **1.9.1. - Contraintes générales**

Dans le cadre de ses études, le Titulaire doit prendre en compte les contraintes liées :

- au maintien en fonctionnement des bâtiments existants et de ses abords,
- au site,
- aux réseaux existants,

### **1.9.2. - Origine des bois mis en œuvre**

Le projet ne pourra comporter l'utilisation d'essences de bois menacées, recensées :

- en annexe I, II, III de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) ;
- sur la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Pour les ouvrages en bois massif ou en placage pour lesquels l'essence du bois est prescrite, le bois mis en œuvre devra provenir de cultures certifiées FSC (Forest Stewardship Council), PEFC (Programme européen des forêts certifiées) ou similaire.

Pour les autres ouvrages en bois, ouvrages composites ou en bois reconstitué, les prescriptions devront être rédigées en termes d'objectifs. Les rédactions du type « bois exotique rouge » seront proscrites.

Il devra veiller au respect de ces prescriptions en les intégrant dans les pièces techniques des projets de marchés (CCPT, annexe spécifique...).

### **1.9.3 – Maintenance et environnement durable**

Le Pouvoir adjudicateur attache une attention particulière à ce que le titulaire conduise ses études de telle sorte que le coût de maintenance des ouvrages qu'il projette soit optimisé et que les objectifs de développement durable soient respectés.

Pour ce faire, le pouvoir adjudicateur entend également analyser les projets sous ces deux angles. Le titulaire fournit les éléments lui permettant d'examiner le projet sous ces angles, étant précisé que l'aspect économique lié à l'exploitation et à la maintenance est un élément important qui doit être pris en compte dans la conception des ouvrages (dispositions constructives, matériel installé tirant bénéfice de l'effet de volume lié à ceux déjà exploités par l'établissement, qualité des matériaux et matériels proposés...).

### **1.9.4 Travail dissimulé**

Conformément aux dispositions des articles L8221-3, L8221-5 et L8222-1 du Code du travail sur le travail dissimulé, le titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira au représentant du pouvoir adjudicateur, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D. 8222-5 et -7 du Code du travail.

## **1.10 changements affectant le(s) titulaire(s)**

Le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à informer les établissements parties de tout changement survenant au cours du (des) marché(s) affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;

- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- son adresse bancaire...

Et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le pouvoir adjudicateur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

### **1.11 Respect de la protection des données RGPD**

Les informations collectées par le CHU de Saint-Etienne directement auprès de vous font l'objet d'un traitement ayant pour finalité la gestion de la prestation fournie dans le cadre du présent marché. Ces informations sont traitées sur la base de l'exécution du contrat. Elles sont à destination exclusive des personnes habilitées et seront conservées jusqu'à 5 ans à compter de la fin de l'exécution du contrat. Le CHU de Saint-Etienne ne traite que les données strictement nécessaires à l'accomplissement de la finalité susvisée.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, vous disposez des droits suivants sur vos données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité dans les limites de la réglementation. Vous pouvez également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données à caractère personnel après votre décès.

Pour exercer vos droits, vous pouvez vous adresser au Délégué à la Protection des Données par mail à [rgpd-dpd@chu-st-etienne.fr](mailto:rgpd-dpd@chu-st-etienne.fr) ou par voie postale à la Direction du Système d'Information  
8, rue Bossuet, 42055 Saint-Etienne Cedex 2. Sous réserve d'un manquement aux dispositions ci-dessus, vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

### **1.12 Discrétion**

Les titulaires sont tenus au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels ils auraient accès dans le cadre d'exécution des marchés et en particulier pour toutes les données à caractère personnel auquel ils auraient accès pendant toute la durée de la prestation.

Les titulaires s'engagent à faire respecter ces dispositions par leur personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié les établissements parties.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du groupement de commande, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ces derniers, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit des établissements parties. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité des établissements parties, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait des établissements parties ou d'un tiers.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le(s) marché(s) pourra (pourront) être résilié(s) pour faute du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Les établissements parties s'engagent à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues des titulaires.

### **1.13 Sécurité**

Les établissements parties définissent, selon les dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 (articles R4511-1 à R4515-1 du code du travail), une politique de sécurité des personnes lors des interventions d'entreprises extérieures dans ses établissements.

Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que le titulaire du marché devra respecter conformément aux dispositions du présent CCAP.

« Dans le cadre du contrôle des accès à l'établissement, les PC sécurité se réservent la faculté de demander un document d'identité avec photo à tout visiteur qui souhaite emprunter un/des badge(s) et/ou une/des clé(s) pour accéder aux locaux de l'établissement dans le cadre de la prestation qu'il doit réaliser ou de la fourniture qu'il doit livrer, conformément à la réglementation en vigueur. Les PC sécurité consignent l'emprunt et la restitution des clés et badges dans la main courante électronique.

Aucune copie de tout ou partie de cette pièce d'identité n'est permise, laquelle sera restituée à son propriétaire à son départ contre la remise des clés ou badges empruntés. »

Les établissements parties pourront s'assurer, auprès des salariés du titulaire du marché, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans le Plan de Prévention de l'opération, dans la mesure où ce plan aura préalablement été communiqué au titulaire du marché.

Les établissements parties se réservent la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en œuvre, par le titulaire du marché, des dispositions correctives nécessaires.

### **1.14 Réalisations de prestations similaires :**

Les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires, et qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché dans les conditions suivantes :

Conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra recourir à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence. La notification d'un tel marché ne pourra pas intervenir 3 ans après la notification du marché initial.

## Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement et ses 7 annexes :
  - a. Annexe n°1 : décomposition du forfait de rémunération par élément de mission et par co-traitant,
  - b. Annexe n°2 : demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance,
  - c. Annexe n°3 : Organigramme de la maîtrise d'œuvre
  - d. Annexe n°4 : Taux horaires par qualifications professionnelles
  - e. Annexe n°5 : contrat de sous-traitance RGPD
  - f. Annexe n°6 : Ouv 11
  - g. Annexe n°7 : Planning des études remis à l'appui de l'offre
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses 2 annexes:
  - a. Annexe 1 : relevé des précisions complémentaires relatives aux éléments de missions de base et complémentaires à la charge du titulaire ;
  - b. Annexe 2 : Dispositions relatives aux études de maîtrise d'œuvre, de synthèse et des entreprises.
- Le programme technique
- Connaissance du site et documents liés à la connaissance du site (plans des bâtiments, diagnostics ...)
  - **Plans niveaux dwg**
    - EDL2014\_MCO\_Niv0
    - EDL2014\_MCO\_niv0+
    - EDL2014\_MCO\_Niv-1
    - EDL2014\_MCO\_Plan Masse
    - EDL2019\_MCO\_Niv0
    - EDL2014\_MCO\_niv1
    - EDL2014\_MCO\_niv2
    - EDL2014\_MCO\_niv3
    - EDL2014\_MCO\_niv4
  - **Plans modification plomberie MCO 2010 dwg**
    - CRY-ST CHAMOND CENTRE HOSPITALIER R+1.B
    - CRY-ST CHAMOND CENTRE HOSPITALIER R+2.B
    - CRY-ST CHAMOND CENTRE HOSPITALIER R+3 A
    - CRY-ST CHAMOND CENTRE HOSPITALIER REZ-DE-CHAUSSEE C
    - CRY-ST CHAMOND CENTRE HOSPITALIER S-S300-C
    - St Chamond-schéma de colonnes-Bât A.ind Bdwg
    - St Chamond-schéma de colonnes-BAT B-2E ind A BAT C.ind B
    - St Chamond-schéma de colonnes-Bâtiment A+D
  - **Plans et coupes géomètre**
    - Topo et réseaux extérieurs
    - Façades
    - COUPE A-A'
    - COUPE BB'
    - RDC
    - Entresol

- **Plans techniques PEO 1993**
  - CV01, CV02, CV03, CV04, CV05, CV06, CV07, CV08, CV09, CV10, CV11, CV12A, CV13A
  - DF01, DF02, DF03, DF04, DF05, DF06,
  - EL08
  - FM01, FM02, FM04, FM05
  - GO1, GO2, GO3, GO4, GO5, GO6, GO7, GO8, GO9, GO10,
  - PB02, PB03, PB04, PB05, PB07, PB08
  - VR01, VR02, VR03, VR04, VR05, VR06
- **VENTILATION TRAITEMENT D'AIR**
  - Diagnostic de traitement d'air
  - Schémas des centrales d'air en locaux techniques 1
  - Schémas des centrales d'air en locaux techniques 2
  - Schémas des centrales d'air en locaux techniques 3
- **Désenfumage**
  - R11593988-001-1\_IndaliaVRE\_1APAVE triennal désenfumage.DAI
  - Relevé débit DSF mécanique hopital st Chamond 2021
  - Schéma\_de\_principe\_désenfumage (DOE)
- **Electricité CMSI**
  - ELECSON ARP niveau0
  - ELECSON C.M.S.I. niveau RDC (DOE)
  - Schéma de distribution depuis TGBT1
  - Synoptique Armoire élec 1 RdC Urgences
  - Synoptique Armoire élec 2 RdC Urgences
  - Synoptique Armoire élec 3 RdC Urgences
- **PV Commission sécurité**
  - PV commission de sécurité 04.2021 autori ouverture
- **Rapport Géo détection des réseaux enterrés**
  - Rapport de géo détection des réseaux enterrés de GEIFIT du 18 mars 2024
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux. Le titulaire est en particulier tenu de faire respecter aux titulaires des marchés de travaux le CCAG travaux (complété de stipulations figurant au CCAP que le titulaire aura élaboré dans le cadre des mission DCE et ACT).
- L'Offre du titulaire et ses éventuelles annexes

Les pièces générales, bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties. Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 3.4 du présent CCAP.

Les cahiers des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux de génie civil et de bâtiment, en vigueur lors de la passation des marchés de travaux, seront rendus contractuels dans les marchés de travaux.

## **CHAPITRE II : PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES**

### **Article 3 : Prix**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

#### **3.1 - Caractéristiques des prix**

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

#### **3.2 - Forfait de rémunération**

##### **3.2.1 – Forfait de rémunération – mission de base**

Le forfait provisoire de rémunération est le produit du taux de rémunération « t » fixé à l'acte d'engagement par le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux.

##### **3.2.2 – Forfait de rémunération – missions complémentaires**

Le forfait définitif de rémunération des missions complémentaires décrites à l'article 1.5.b) du présent CCAP sont fixés à l'article 2.5 de l'acte d'engagement.

##### **3.2.3 – Forfait de rémunération – règles générales**

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument au remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo des études.

Le forfait définitif de rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre sera fixé par avenant parallèlement à la fixation du coût prévisionnel des travaux et prestations concernées.

Les modalités de fixation du forfait définitif sont indiquées à l'article 8.4 du présent CCAP.

La partie du forfait de rémunération correspondant aux éléments de mission déjà réalisées est considérée comme définitive.

### **3.3 – Etudes / Travaux modificatifs ou supplémentaires.**

#### ***3.3.1 Modification du coût prévisionnel des travaux donnant droit à augmentation de la rémunération du maître d'œuvre.***

- Modification de programme décidée par le maître d'ouvrage
- Modification des prestations décidées par le maître d'ouvrage (à l'exception des erreurs, insuffisances ou imprécisions dans les études du maître d'œuvre)
- Sujétions techniques imprévues
- Modification de la réglementation nécessitant une modification des prestations

L'incidence financière de ces modifications est répercutée dans le coût prévisionnel des travaux que la modification intervienne en phase étude ou en phase travaux. La rémunération du maître d'œuvre est corrigée en conséquence en dehors des parties du forfait de rémunération correspondant aux éléments de mission déjà réalisés (ceux-ci étant définitifs conformément à article 3.2).

#### ***3.3.2 Modification de la consistance du projet ne donnant pas droit à augmentation de la rémunération du maître d'œuvre ni à une augmentation des coûts.***

- Erreurs, insuffisances ou imprécisions dans les études du maître d'œuvre.

#### ***3.3.3 Modification du coût prévisionnel des travaux n'entraînant pas de modification de la rémunération du maître d'œuvre***

- Prestations non prévues décidées par le maître d'œuvre et rendues indispensables à la réalisation de l'ouvrage selon les règles de l'art

En cas d'application de la théorie de l'imprévision, toute augmentation du coût prévisionnel des travaux ne nécessitant pas d'études ou de prestations supplémentaires sera sans incidence sur la rémunération du maître d'œuvre. Toutefois, le coût total définitif des travaux, constaté en fin d'opération est corrigé de façon à ce que les conséquences financières des modifications sur ce coût soient neutralisées.

### **3.4 - Modalités de variation des prix**

Pour toutes les missions, les prix **sont fermes, non actualisables et non révisables.**

## **Article 4 : Règlement des comptes du titulaire**

### **4.1 - Avance**

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Cette avance est libérée en contre partie de la justification d'une garantie à première demande à concurrence du montant de l'avance sauf si le titulaire est un organisme public. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.



Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct vient en déduction de la base du montant du marché sur laquelle le calcul est effectué.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

**Nota :** Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2192-22 à R.2192-26 du code de la commande publique.

## **4.2 – Acomptes**

Par dérogation aux articles 11.2 à 11.6 du CCAG-MOE, le règlement des acomptes s'effectue dans les conditions suivantes :

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état des prestations exécutées dans les conditions et dont la fréquence sont définis ci-après.

En application des articles 11.3.2 à 11.6 du CCAG-MOE, l'échéancier des paiements obéit aux dispositions ci-dessous :

### **4.2.1 - Échéancier de paiement des acomptes**

#### **4.2.1.1 – Pour l'exécution des éléments de missions de base.**

L'établissement de l'acompte relatif à l'élément DIAG + ESQ (tranche ferme), est effectué après que le marché a été notifié au maître d'œuvre et que les éléments ont été réceptionnés.

Les prestations incluses dans les éléments suivants AVP et PRO ne peuvent faire l'objet d'un règlement complet qu'après achèvement total de chaque élément et réception par le maître de l'ouvrage telle que précisée ci-dessous.

Il est précisé par ailleurs qu'un refus d'autorisation administrative (permis de construire, autorisation de travaux...) imputable à une faute du maître d'œuvre peut permettre au maître d'ouvrage de revenir sur les paiements effectués sur les phases précédentes.

Toutefois ces prestations peuvent être partiellement réglées avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois. Dans ce cas, la demande de paiement, établie par le maître d'œuvre comporte le compte rendu d'avancement de l'étude, indique le pourcentage approximatif d'avancement de leur exécution ; ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Ainsi, le règlement des sommes dues au maître d'œuvre pour l'exécution des éléments de mission fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes :

**Elément DIAG et ESQ (tranche ferme)**

- Après remise du dossier complet : **80%**
- Après validation du dossier : **20 %**

**Elément AVP (Avant-Projet)**

- Après remise du dossier complet : **60 %**
- Après validation du dossier : **20 %**
- Au dépôt du dossier de permis de construire ou, le cas échéant d'autorisation de travaux : **10 %**
- Après obtention du permis de construire ou, le cas échéant, de l'autorisation de travaux : **10 %**

**Elément PRO (Projet)**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- Remise du dossier : **80 %**
- Validation du dossier : **20%**

**Elément VISA (Visa des études et plans d'exécution)**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées au prorata de l'avancement de la mission.

**Elément EXE PARTIEL (calendrier, DQE et études de pré synthèse)**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées au prorata de l'avancement de la mission.

**Elément ACT (Assistance pour la passation des contrats de travaux)**

- Remise du DCE sur la base du PRO validé : **30 %**
- Analyse des offres - mise au point des contrats et / ou négociations : **50 %** au prorata des analyses effectuées
- Au prorata des marchés notifiés : **20 %**.

**Elément DET (Direction des travaux)**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début : **90,00 % ;**
- À la date de l'accusé de réception, par le maître de l'ouvrage des projets de décompte final de toutes les entreprises et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises : **10,00 %**.

### **Elément AOR (Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement)**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- à l'issue des opérations préalablement à la réception : à la date d'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception : **30% (à répartir entre réception partielle et réception définitive)** ;
- à la remise du dossier des ouvrages exécutés validé par la maîtrise d'œuvre et de la remise du DOE du maître d'œuvre : **30%**
- à l'achèvement des levées de réserves : **20%**
- à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage en application du 44.2 du C.C.A.G.-Travaux : **20,00 %**

#### **4.2.1.2 – Pour l'exécution des prestations de missions complémentaires.**

##### **Elément Coordination SSI**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

En fonction de l'avancement pendant la phase conception : **40%**

- En fonction de l'avancement pendant la phase travaux : **40 %**
- A la levée des réserves de réception du marché de travaux et de la dernière commission de sécurité : **20%**

##### **Elément OPC**

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- Après notification à l'ensemble des entrepreneurs du calendrier détaillé d'exécution des travaux : **20%**
- En fonction de l'avancement des travaux sous forme d'acomptes mensuels sur la production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux et du calendrier détaillé d'exécution mis à jour : **60%**
- A l'issue des opérations préalables à la réception du (dernier) marché de travaux : **10%**
- A l'issue de la levée des réserves éventuelles listées dans les PV de réception constatée par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage : **10 %**

#### **4.2.2 - Contenu de la demande de paiement**

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 4.2.1 ci-dessus. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement émanant du maître d'œuvre (ou du mandataire en cas de groupement), accompagné des pièces nécessaires à la justification du paiement et qui contient les mentions suivantes :

##### **Contenu de la demande de paiement**

La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- La date d'exécution des prestations ;

- La nature des prestations exécutées ;
- La désignation de l'organisme débiteur
- Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés, si la prestation ou la partie de prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas achevée. Il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de la prestation conformément à la décomposition des prix du marché ;
- L'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- L'incidence de la révision des prix ;
- Les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 5 du présent C.C.A.P.
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le montant total TTC des prestations exécutées ;
- La date de facturation.
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

Le maître d'œuvre dépose, sous format dématérialisé, son projet de décompte périodique sur la plateforme CHORUS.

#### **Acceptation de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur :**

Le maître de l'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le transmet au maître d'œuvre.

### **4.3 - Solde**

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-MOE, le paiement du solde du marché est effectué dans les conditions suivantes.

#### **4.3.1 –Décompte final**

Après réception des prestations faisant l'objet du marché ou, si le marché est fractionné, d'une phase assortie d'un paiement partiel définitif, le titulaire doit adresser au représentant du pouvoir adjudicateur le décompte final du marché accompagné de sa demande paiement pour solde.

Il est remis au représentant du pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet, dans un **délai de trente jours calendaires** à compter de la date de notification de la décision de réception des prestations.

Le décompte final est accepté ou rectifié par le représentant du pouvoir adjudicateur pour tenir compte, le cas échéant, de l'application des termes correctifs, pénalités ou sommes mises au frais et risques visés aux articles correspondants du présent CCAP.

#### **4.3.2 – Décompte général**

Le maître d'ouvrage établit le décompte général. Le décompte général comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- c) Le montant, en prix de base hors T.V.A., du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d) L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- e) L'incidence de la T.V.A. ;
- f) L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c), d) et e) ci-dessus ;
- g) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Ce décompte général est notifié au titulaire avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- 30 jours calendaires à compter de la réception du décompte final ;
- 30 jours calendaires après la parution de l'index permettant la révision du solde.

Le titulaire dispose d'un délai de 30 jours calendaires pour remettre au représentant du pouvoir adjudicateur le décompte général signé, avec ou sans réserve, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer. Passé ce délai, le décompte général est réputé accepté par le titulaire. Il devient ainsi le décompte général et définitif.

Le paiement du solde interviendra dans le délai global de paiement fixé aux articles R.2192-10 et R.2192-11 du code de la commande publique. Ce délai court à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Ce délai court à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de contestation du titulaire sur le montant de la somme due, le représentant du pouvoir adjudicateur procède, dans les délais prévus au précédent alinéa, au paiement des sommes qu'il a admises au titre du décompte général. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du désaccord.

#### **4.4 - En cas de cotraitance.**

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-MOE.

#### **4.5 - En cas de sous-traitance.**

Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître de l'ouvrage.

En cas de désignation de sous-traitants en cours de marché, l'acceptation du ou des sous-traitants ainsi que l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître de l'ouvrage se feront dans les conditions décrites aux articles R.2192-22 à R.2192-26, R.2193-3 à R.2193-4 et articles R.2193-10 à R.2193-22 du code de la commande publique.

#### **4.6 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 50 jours conformément à l'article R.2192-11 du code de la commande publique, et ce à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **CHAPITRE III : DELAIS - PENALITES POUR RETARD**

L'application des pénalités sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du titulaire.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le représentant du pouvoir adjudicateur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG-MOE, et en cas de retard, le titulaire encourt les pénalités fixées aux articles 5, 6 et 7 du présent CCAP sans exonération. Le plafonnement des pénalités est porté à 25%

#### **Article 5 : Délais - Pénalités phase « Etudes »**

**Les délais d'établissements des documents d'études et du dossier des ouvrages exécutés ainsi que leur point de départ** sont fixés à l'acte d'engagement.

##### **Article 5.1 - Pénalités**

En cas de retard dans la présentation de ces documents d'étude (notamment les dossiers d'avant-projet (APS et APD), dossier de consultation des entreprises incluant les études de projet et les études d'exécution relatives à la mission d'EXE partielle) et du dossier des ouvrages exécutés, le maître d'œuvre subit sur ses créances, des pénalités dont le montant hors taxe par jour calendaire de retard est fixé comme suit :

<i>Code</i>	<i>Pénalité pour retard</i>
DIAG et ESQ	100,00 euros
AVP	100,00 euros

Code	Pénalité pour retard
PRO	100,00 euros
DCE	100,00 euros
EXE (partiel)	100,00 euros
VISA	100,00 euros
DOE (visas MOE)	100,00 euros
Remise DOE MOE	100,00 euros

Pour le décompte des pénalités, il est pris en compte l'écart entre la date limite de remise des documents et la date de remise effective du document en nombre de jours ouvrés.

## **5.2 - Réception des documents d'études**

### **5.2.1 - Présentation des documents**

Par dérogation à l'article 20.4.2 du C.C.A.G.-MOE, le titulaire est dispensé d'aviser par écrit le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

### **5.2.2 - Acceptation des documents d'études**

Les documents d'études et le dossier des ouvrages exécutés sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception. Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir. Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

Code	Nombre Exempleaire
DIAG ESQ AVP PERMIS DE CONSTRUIRE PRO EXE (partiel) ACT (phase DCE) DOE (entreprises et MOE)	2 exemplaires dont 1 support informatique

Ils devront être remis au pouvoir adjudicateur sous format « .pdf » pour ce qui concerne l'ensemble des documents écrits et sous format « autocad » pour les plans.

Par dérogation aux articles 20.2 et 20.5 du CCAG-MOE et en application de l'article 21 du C.C.A.G.-MOE, la décision par le maître de l'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études et du dossier des ouvrages exécutés doit intervenir avant l'expiration du délai ci-dessous exprimés en nombre de semaines calendaires :

Code	Délai
Mise au point APS APD PERMIS DE CONSTRUIRE PRO	

Code	Délai
ACT (phase DCE) DOE (entreprises et MOE) EXE (partielle)	4 semaines pour chaque élément de mission  DOE final MOE a remettre 1 mois avant les OPR de fin de travaux

Le pouvoir adjudicateur peut en outre, par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE, prononcer une décision de « réception/admission avec réserve » s'il estime que les réserves qu'il émet sont susceptibles d'être prises en compte dans le cadre de la phase d'étude ultérieure.

Ce délai court à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document complet à réceptionner.

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG-MOE, le démarrage des prestations d'une partie technique ne pourra débuter qu'à compter de la validation ou réception expresse par le maître d'ouvrage de la partie technique précédente, sauf si le maître d'ouvrage en prend la décision.

Si cette acceptation est assortie d'observations et de remarques, le titulaire doit :

- pour le dossier des études d'avant-projet (APS / APD), tenir compte de ces observations et remarques dans l'élaboration de la phase suivante,
- pour les dossiers de consultation des entreprises comprenant les études de projet et les études d'exécution, remettre dans un délai de 15 jours ouvrables les dossiers rectifiés. Le non-respect de ce délai, implique l'application des pénalités prévues à l'article 5.1 pour cette phase.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

Par dérogation aux articles 20.2 et 21.1 du CCAG-MOE il n'y a pas de réception tacite des prestations du maître d'œuvre.

#### *5.2.3 - Délais et pénalités pour retard dans l'exécution des reprises d'études.*

Le délai pour les reprises d'études nécessitées est fixé à l'article 11.1 - Première phase (études) ci-dessous et sera notifié par Ordres de Service, accepté au Titulaire.

Une pénalité de 100 Euros par jour est applicable en cas de retard dans la remise des études complémentaires visées à l'article 11.1 ci-dessous.

#### *5.2.4 - Délais et pénalités pour retard dans l'exécution des prestations relatives aux modifications apportées en cours d'exécution du marché.*

Une pénalité de 100 Euros par jour est applicable en cas de retard dans la remise de toutes prestations demandées au cours de l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG-MOE.

#### *5.2.5 - Délais et pénalités de retard dans l'exécution des prestations en phase ACT*

Pour chaque consultation lancée par le maître d'ouvrage dans le cadre de la présente opération, le maître d'œuvre doit remettre les rapports d'analyse des candidatures (le cas échéant) et des offres dans le délai de 2 semaines à compter de la date de réception des plis par le maître d'œuvre.



Une pénalité de 100 € (cent euros) par jour de retard est applicable en cas de dépassement de ce délai, le maître d'œuvre encourt sur ces créances.

## **Article 6 : Phase « travaux »**

### **6.1 - Vérification des projets de décomptes**

Au cours de la réalisation des travaux, le titulaire doit procéder à la vérification des projets de décompte mensuel de l'entrepreneur.

Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître d'ouvrage en vue du paiement l'état d'acompte correspondant, accompagné du décompte mensuel et des documents éventuellement joints par l'entrepreneur.

Par dérogation à l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux, le délai maximum imparti au titulaire pour procéder à la vérification et à la transmission des pièces visées ci-avant est fixé à **10 jours calendaires**, à compter de la date de réception du projet de décompte mensuel.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 250,00 €. Cette pénalité n'est pas libératoire.

### **6.2 - Décompte général**

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final remis par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux. A partir du décompte final accepté ou rectifié, le maître d'œuvre établit le projet de décompte général conformément à l'article 12.4 du CCAG -Travaux.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai d'établissement du projet de décompte général et de transmission au représentant du pouvoir adjudicateur de **10 jours calendaires en l'absence d'un mémoire en réclamation** à partir de la réception du projet de décompte final remis par l'entrepreneur.

Dans le cas d'une incapacité du titulaire à réaliser ce projet de décompte final dans le temps imparti, il dispose de 10 jours pour réaliser un rapport d'analyse reprenant les points de désaccord.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 250,00 € HT. Cette pénalité n'est pas libératoire.

### **6.3 - Instruction des mémoires en réclamation**

Le délai d'instruction par le titulaire d'un mémoire de réclamation émis par l'entrepreneur est de 20 jours calendaires à compter de la date de réception par le titulaire du mémoire. Ce délai intègre également l'établissement du décompte général.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est égal à 500 Euros. Cette pénalité n'est pas libératoire.

#### **6.4 - Visa des études d'exécution des entrepreneurs**

Par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, le délai imparti au maître d'œuvre pour viser les études d'exécution des entreprises est de 15 jours calendaires à compter de la date de réception par le maître d'œuvre des documents.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des délais impartis aux autres prestataires pour viser les plans (contrôleur technique, Coordonnateur SPS, Coordonnateur SSI).

Le titulaire sera chargé de mettre en place un dispositif permettant de contrôler les dates de réception des documents, les dates et types de visa des différents intervenants (maître d'œuvre, bureau de contrôle, CSPS, CSSI, intervenants de la maîtrise d'ouvrage). Ce dispositif permettra également au maître d'ouvrage de contrôler les dates de réception des documents chez le titulaire et des dates d'émission des visas de celui-ci.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est égal à 200 Euros.

Pour l'application de cette clause, un refus de visa insuffisamment motivé est assimilé au défaut de visa.

#### **6.5 - Établissement des comptes-rendus de réunion**

Le titulaire établit les comptes-rendus de réunion de chantier et d'étude qu'il diffuse à tous les participants dans le délai de 4 jours à compter de la date de la réunion.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est égal à 100 Euros.

#### **6.6 – Travaux supplémentaires ou modificatifs**

Pour l'application des articles 13.1 et 13.4 du CCAG-Travaux, en cas de travaux supplémentaires ou modificatifs, le titulaire notifie à l'entrepreneur l'exécution de ces travaux ou études par ordre de service, accompagné du descriptif détaillé des attendus et à prix provisoire qu'il estimera (prix justifié à partir du marché de l'entrepreneur concerné ou en cas d'impossibilité, à partir de toute élément que le maître d'œuvre sera en mesure de produire).

Cet ordre de service fixe le délai maximum dans lequel l'entrepreneur doit lui transmettre son devis. Ce délai ne saurait être inférieur à 15 jours.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour notifier l'ordre de service à prix provisoire, ceci à compter du fait générateur. Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est égal à 200 Euros H.T. Cette pénalité n'est pas libératoire.

### **6.7 - Opérations préalables à la réception**

Les opérations de réception des travaux se dérouleront conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux :

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 20 jours à compter de la date d'achèvement des travaux pour procéder aux opérations préalables à la réception en présence des entrepreneurs dûment convoqués et représentant du pouvoir adjudicateur.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est égal à 200 Euros HT. Cette pénalité n'est pas libératoire.

Ces opérations préalables à la réception feront l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le titulaire et propre à chaque marché de travaux.

En cas d'absence du titulaire aux opérations préalables à la réception ou de refus non justifié de procéder à ces opérations, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra se faire assister d'un expert, en application des articles 41.1.2 et 41.2 du CCAG-Travaux. Les prestations effectuées par l'expert désigné par le représentant du pouvoir adjudicateur seront mises aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire disposera d'un délai de 5 jours calendaire à compter de la date du procès-verbal des opérations préalables à la réception pour faire connaître aux entrepreneurs s'il a ou non proposé au représentant du pouvoir adjudicateur la réception.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est égal à 100 Euros.

Les mêmes clauses s'appliquent aux procès-verbaux relatifs aux prestations ou épreuves dont l'exécution a fait l'objet de réserves lors de la réception et aux propositions complémentaires correspondantes du titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur.

### **6.8 – Visa du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)**

Le délai imparti au titulaire pour examiner les DOE des entreprises remis aux OPR est de 20 jours calendaire à compter de la date de réception par le titulaire des documents de la part entreprise.

Si ce délai n'est pas respecté, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est égal à 100 Euros.

### **6.9 - Délais et pénalités pour retard dans l'examen des désordres pendant la période de garantie de parfait achèvement**

Pendant la période de garantie de parfait achèvement, pour l'examen des désordres signalés par le pouvoir adjudicateur, le titulaire disposera d'un délai de 10 jours calendaire pour établir son rapport d'examen, à compter de la date à laquelle l'information est portée à sa connaissance.

Une pénalité de 50 Euros par jour calendaire est applicable en cas de retard dans la remise du rapport d'examen de ces désordres.

### **6.10 – Etablissement des rapports mensuels d'avancement**

Un rapport mensuel sera remis le dernier jour du mois.

En cas de retard dans la transmission des rapports mensuels d'avancement, le maître d'œuvre encourt sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 100 Euros.

### **6.11 – Etablissement des avenants aux marchés de travaux**

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'Exécution des contrats de travaux » (DET), le Maître d'œuvre est chargé d'établir les projets d'avenants administratifs et financiers, aux marchés de travaux, notamment sur la base des fiches de travaux supplémentaires ou modificatifs soumises préalablement à l'approbation du Maître d'Ouvrage et des ordres de service notifiés.

Ces projets d'avenants seront présentés en un seul exemplaire, accompagnés des chiffres correspondants, originaux.

Le Maître d'Œuvre établira ces documents aussi rapidement que possible pour garantir le bon paiement des sommes dues aux entreprises et ne pas entraver le déroulement du chantier, sachant qu'il est réputé avoir connaissance des délais administratifs nécessaires à la passation des avenants.

A défaut, demande-lui en sera faite par le maître d'ouvrage par courrier simple, ou par voie de compte-rendu. Les projets d'avenants aux marchés de travaux devront alors être présentés dans un délai maximum de 30 jours calendaires suivant cette demande.

En cas de retard dans la transmission des avenants, le maître d'œuvre encourt sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 100 Euros.

### **6.12 – Visite de contrôle de parfait achèvement**

Se référer au contenu de la mission de l'annexe 1 du présent CCAP.

### **6.13 – Points divers concernant les délais**

Dans le cadre de sa responsabilité particulière, le titulaire doit tout mettre en œuvre pour que chaque intervenant puisse concourir à la réalisation de l'ouvrage dans le cadre du calendrier général qui s'impose à tous.

#### **- Délai d'exécution des travaux**

Les marchés de travaux fixent les délais d'exécution des travaux.

Au cas où le calendrier de l'opération est modifié par décision du pouvoir adjudicateur ou du maître d'ouvrage, le nouveau calendrier doit être notifié aux entrepreneurs par un ordre de service du titulaire.

#### **- Remise de documents pour l'ordonnancement, le pilotage et la coordination**

Le titulaire doit fournir au pilote, au maître d'ouvrage et au pouvoir adjudicateur les informations et documents nécessaires à leurs missions.

## **Article 7 : Autres pénalités**

### **7.1 - Production des documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du Code du travail**

Sans objet.

### **7.2 - Production des attestations d'assurance de responsabilité civile en cours de chantier et après travaux et de responsabilité civile décennale**

Sans objet.

### **7.3- Transmission des contrats de sous-traitance au pouvoir adjudicateur**

Conformément à l'article 1.3 du présent CCAP, le titulaire est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance au représentant du pouvoir adjudicateur lorsque celui-ci en fait la demande.

En cas de retard dans la remise de ces documents et par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-MOE, la pénalité suivante sera appliquée : 200 € HT par jour calendaire de retard.

### **7.4- Avis sur les demandes d'agrément des sous-traitants dans le cadre des marchés de travaux**

A réception du dossier de demande d'agrément d'un sous-traitant, le titulaire dispose d'un délai de 10 jour calendaire pour émettre un avis sur la demande. Il doit en particulier vérifier les capacités de l'entreprise soumise à agrément et la complétude ainsi que la conformité du dossier administratif.

Il devra également tous les 6 mois récupérer auprès de l'entreprise les pièces à jour.

En cas de retard dans la remise de ces documents et par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-MOE, la pénalité suivante sera appliquée : 200 € HT par jour calendaire de retard.

## **CHAPITRE IV : EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX**

### **Article 8 : coût de l'opération**

#### **8.1 - Enveloppe et contenu des prestations**

L'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme. Elle est fixée au programme.

Elle comprend notamment le coût des travaux préparatoires et toutes les installations provisoires, les frais d'aménagement des espaces extérieurs y compris les clôtures, tous les travaux de raccordement (y compris provisoires) aux réseaux d'eau, d'électricité, d'eau chaude, d'eau glacée, d'évacuation... Elle comprend également tout autre poste de dépense défini dans le programme, ainsi que tout autre poste de dépense nécessaire à la complète livraison des ouvrages objet du présent marché compte tenu des normes et règles de l'art en vigueur au moment de la signature du présent marché.

### **8.2 - Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux (Ep)**

L'estimation provisoire établie par le titulaire à l'issue de la phase DIAG+ESQ **doit atteindre au maximum l'enveloppe financière fixée par le maître d'ouvrage dans le programme**, compte tenu des évolutions de programme et de projet acceptées par le pouvoir adjudicateur durant cette phase.

Dans le cas contraire, le maître d'œuvre devra étudier l'intégration d'options économiques à son projet, les écarts qui subsisteraient devront faire l'objet d'une justification, notamment de ce travail de recherche en économie. Des reprises d'étude gratuites pourront alors être demandées par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre. Il sera demandé au maître d'œuvre de reprendre ses études afin de rentrer dans l'épure financière et ce sans surcout.

### **8.3 - Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux (Cp)**

L'estimation définitive établie par le titulaire à l'AVP doit atteindre au maximum l'objectif fixé au titulaire en fin de phase APS. Si un accord peut intervenir, le coût prévisionnel des travaux ainsi que le forfait définitif de rémunération peuvent alors être fixés par avenant. Faute d'accord, le marché est résilié sans indemnisation pour le titulaire.

### **8.4 - Fixation du coût prévisionnel des travaux (Cp) et du forfait définitif de rémunération**

A l'issue de la phase AVP, un avenant fixe le coût prévisionnel des travaux (Cp) ainsi que le forfait définitif de rémunération.

Ce forfait définitif de rémunération maximum sera calculé comme suit :

- La rémunération des éléments de missions de base et complémentaires AVP, PRO, ACT, EXE, VISA, DET et AOR pourra être réévaluée lors d'une négociation qui sera basée sur les débours complémentaires justifiés par le maître d'œuvre à partir d'un calcul réalisé sur l'estimation du temps à passer en fonction des éléments nouveaux intervenus depuis la passation du marché, ayant une incidence sur le coût prévisionnel des travaux (Cp)
- Lorsque les travaux supplémentaires ordonnés par le maître de l'ouvrage sont limités et ne conduisent pas le maître d'œuvre à effectuer lui aussi des prestations supplémentaires, aucune rémunération complémentaire ne lui est accordée ;
- Il n'y a pas d'augmentation du forfait de rémunération en cas de prolongation de la durée du chantier, et ce quelle que soit la cause, exception faite des sujétions imprévues.

Il est précisé que la modification de la rémunération sera effectuée dans la limite de l'application d'un coefficient multiplicateur égal à :

$$1 + 0,8 \times (Cp - Ep) / Ep.$$

*Ep : l'enveloppe financière (Ep) fixée à l'acte d'engagement.*

### **8.5 - Estimation en phase projet (PRO)**

L'estimation établie par le titulaire à l'issue de la phase PRO doit être inférieure ou égale au coût prévisionnel (Cp) assorti du taux de tolérance provisoire (Tp) fixé à l'article 8.8. En cas de dépassement, une reprise des études pourra être exigée ou le marché résilié sans indemnisation pour le titulaire.

#### **8.6 - Coût définitif des travaux (Cf)**

Le coût définitif est arrêté par le pouvoir adjudicateur à la notification du dernier contrat de travaux. Ce coût, fixé en valeur Mo précisé au contrat, sera égal à la somme des montants des marchés de travaux notifiés aux entreprises.

Ce coût sera acté par le titulaire en fin de phase ACT.

#### **8.7 - Coût Constaté Final (CCF)**

Le Coût Constaté Final des travaux est égal à la somme des montants des décomptes généraux définitifs des contrats de travaux et de l'ensemble des dépenses nécessaires à l'exécution de ces travaux, établi en valeur Mo.

Le Coût Constaté Final sera acté par le titulaire.

#### **8.8 – Taux de tolérance**

- Le coût prévisionnel (Cp) est assorti d'un taux de tolérance (Tp) fixé à **3%** qui servira pour le contrôle des coûts à l'issue de la consultation des entreprises.
- Le coût de réalisation est assorti d'un taux de tolérance (Td) fixé à **3%** qui servira pour le contrôle des coûts en fin d'exécution des travaux ou prestations.

#### **8.9 - Respect de l'enveloppe**

L'objectif du pouvoir adjudicateur est que le titulaire étudie et fasse exécuter l'opération dans le respect de l'enveloppe (modifiée des travaux de type Tm décidés par le pouvoir adjudicateur).

##### **8.9.1 – Prestations supplémentaires éventuelles techniques (PSET)**

Le titulaire devra conduire ses études de manière à proposer des PSE telles qu'à tous les stades de l'opération, l'estimation des travaux puisse être ramenée dans les limites découlant du coût prévisionnel des travaux (éventuellement corrigée des modifications de type "Tm", introduites par le maître d'ouvrage, visées précédemment).

Pour respecter le coût prévisionnel des travaux, à tous les stades de sa mission, le titulaire reprendra gratuitement les études jusqu'à ce que les estimations soient respectées.

Il est précisé que les reprises gratuites d'étude s'inscrivent dans le cadre du délai contractuel des études, tout retard constaté est par conséquent pénalisable.

### **8.9.2 – Variantes exigées**

Pour parer sans délai aux difficultés susceptibles de résulter de la consultation des entreprises, le titulaire pourra préparer des variantes exigées et les faire figurer dans le dossier de consultation des entreprises. Ces variantes seront soumises à l'accord du pouvoir adjudicateur et étudiées par le titulaire à ses frais ; les études et réalisations devront être sans incidence sur les délais d'exécution. Ces variantes sont classées en Tc (prestations introduites par le maître d'œuvre).

Lors de l'étude des offres et en fonction des prix proposés, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de retenir certaines de ces variantes.

Dans l'hypothèse où malgré l'application des variantes, le coût des travaux ne pourrait conduire à un prix inférieur au coût prévisionnel assorti de son taux de tolérance, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le présent marché pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues à l'article 16 du présent CCAP.

## **Article 9 : Contrôle des coûts de l'opération**

Le pouvoir adjudicateur institue une procédure de contrôle continu des coûts. Son objectif est de permettre de saisir très rapidement les variations de coût éventuelles, de manière à engager en temps opportun les actions correctives qui se révèlent nécessaires. Cette procédure consiste en la mise à jour mensuelle de la décomposition par lots du montant des travaux, au fur et à mesure de l'avancement des études et du chantier.

Le titulaire doit fournir mensuellement au pouvoir adjudicateur ou à son assistant qu'il désignera, les éléments nécessaires à l'établissement du coût final estimé de chacun des lots en intégrant toutes les variations constatées et prévisionnelles liées au déroulement des opérations.

Le titulaire établit un état faisant apparaître la décomposition de l'estimation des travaux par lot. Cet état comporte en annexe l'origine et le montant des modifications apportées au projet conformément aux dispositions ci-dessous en distinguant :

- Les prestations "Tm" introduites sur demande du pouvoir adjudicateur
- Les prestations "Tc" introduites par le titulaire.

Cet état est produit par le maître de l'œuvre en euros H.T. valeur Mo.

Le titulaire, pour satisfaire à la bonne exécution des ouvrages ou par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans les études ou d'erreurs dans la conduite des travaux peut proposer des prestations modificatives référencées Tc.

Les modifications de type Tc apparaissant après la conclusion du marché de travaux sont comptabilisées séparément après accord du pouvoir adjudicateur sur les ouvrages modifiés et sur l'évaluation proposée par le titulaire.

Les montants correspondants ne sont pas susceptibles de modifier l'estimation définitive ou le coût notifié des travaux. L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du titulaire. Le forfait de rémunération restera dès lors inchangé, sous réserve de l'application des pénalités définies au présent CCAP. Ces modifications ne doivent pas avoir pour conséquence une quelconque modification du calendrier prévisionnel.



Toutefois si ces modifications sont consécutives à des événements non prévisibles au moment de l'établissement du dossier de consultation, elles peuvent, après accord du pouvoir adjudicateur, être classées en Tm.

## **Article 10 : comparaison entre prévision et réalité**

Les termes Cp (coût prévisionnel), Cf (coût définitif) et CCF (coût constaté final) sont à considérer dans la suite comme des termes génériques.

### 10.1 – Comparaison entre Cp, Cf et CCF

Pour permettre une comparaison entre Cp, Cf et CCF, ces divers éléments sont ramenés par le pouvoir adjudicateur en valeur Mo comme indiqué à l'article 3.4 du présent CCAP.

La comparaison entre prévision et réalité s'effectue :

1) au stade de la notification des marchés de travaux, entre le Coût Prévisionnel (Cp) assorti du taux de tolérance provisoire (Tp) fixé à l'article 8.8 du présent CCAP et le Coût définitif (Cf) :

$$\text{Écart } e1 = [Cp \times (1+Tp)] - Cf$$

2) au niveau du chantier entre le Coût Constaté Final (CCF) et le coût définitif des travaux (Cf) assorti du taux de tolérance définitif (Td) fixé à l'article 8.8 du présent CCAP.

$$\text{Écart } e2 = [Cf \times (1+Td)] - CCF$$

Dans le calcul de l'écart e2, ne sont pas prises en compte les plus-values éventuelles résultant du remplacement d'une entreprise défaillante ou de l'application de pénalités.

Dans l'hypothèse où un entrepreneur n'accepte pas le décompte général et fait un recours gracieux, amiable ou contentieux, le coût constaté est fixé sans attendre par décision du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire conteste cette décision, il est procédé par le pouvoir adjudicateur au règlement provisoire des comptes sur la base du coût constaté arrêté par lui, et la réclamation est instruite selon les procédures habituelles.

### 10.2 – Comparaisons des coûts effectuées en valeur Mo.

Pour ce faire, le montant de chaque marché sera ramené en valeur Mo de la façon suivante :

$$PMo = PMi (BTx Mo / BTx Mi)$$

où

PMo est le montant d'un marché en valeur Mo,

PMi est le montant de ce même marché à la date de la comparaison,

BT x Mo et BT x mi les valeurs des index de révision de chaque marché précisés ci-dessus à ces mêmes dates. Le coefficient qui en résulte est arrondi au millième supérieur.

## **Article 11 – Ecart toléré et rémunération finale.**

Sous réserve de modifications de rémunération et des modifications du prix résultant de l'article 9, la rémunération finale est calculée comme exposé ci-après ; tous les éléments de calcul étant ramenés en valeur Mo.

### **11.1 - Première phase (études)**

Le Coût définitif des travaux (Cf) ne doit pas être supérieur au coût prévisionnel des travaux (Cp) assorti du taux de tolérance provisoire (Tp) fixé au présent CCAP.

#### **Si $e1 < 0$ ,**

- Le Coût définitif des travaux (Cf) est supérieur au seuil de tolérance appliqué au coût prévisionnel des travaux (Cp), le maître d'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux.
- Le maître d'ouvrage peut également demander au titulaire de reprendre ses études, sans rémunération complémentaire, pour revenir dans les limites fixées. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance. Ces études complémentaires seront telles qu'elles ne perturbent en rien le calendrier général de déroulement des travaux.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage **dans un délai de 15 jours suivant la demande.**

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans **un délai de 30 jours** à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou engager une négociation.

En cas de retard dans la remise de ces études complémentaires, ce dernier encourra une pénalité dans les conditions fixées à l'article 5.2.3 du présent CCAP.

- Si au terme de ces études complémentaires, le titulaire n'a pas pu revenir dans les limites fixées suite à une nouvelle consultation, le pouvoir adjudicateur pourra décider la résiliation du marché dans les conditions définies à l'article 16 du présent CCAP.

### **11.2 - Deuxième Phase (achèvement des travaux)**

#### **11.2.1. Attention portée par le titulaire au CCF**

Le pouvoir adjudicateur attache une très grande importance à ce que le Coût Constaté Final (CCF) des travaux soit inférieur au coût définitif des travaux (Cf) augmenté du taux de tolérance (Td) fixé au présent CCAP.

#### **11.2.2. Respect des objectifs**

Une formule d'incitation au respect de cet objectif est instituée dans les conditions suivantes :

- **Si  $e2 = 0$  ou  $e2 > 0$ ,** le forfait de rémunération reste inchangé
- **Si  $e2 < 0$ ,** le forfait de rémunération est diminué de la plus petite des deux sommes suivantes :

- \*  $2S \times e2$  où S est le taux résultant du rapport de la rémunération de la mission de base du titulaire sur le montant de l'enveloppe financière de travaux définis à l'acte d'engagement et e2 l'écart défini à l'article 10.1 ci-dessus,
- \* 20 % de la somme des montants des éléments de mission postérieurs à la passation des contrats de travaux.

### **11.2.3 Retenues intermédiaires**

Par dérogation à l'article 16 du CCAG-MOE, si en cours d'exécution des travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs Tm), dépasse le coût définitif des travaux (Cf) augmenté du taux de tolérance (Td) fixé à l'article 8.8 du CCAP, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du pouvoir adjudicateur par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission concernés. Ces retenues intermédiaires pourront être restituées au titulaire par le maître d'ouvrage s'il constate que  $CCF < CF$ .

## **CHAPITRE V - EXECUTION DE LA MISSION**

### **Article 12 – Exécution et organisation de la mission du maître d'œuvre.**

#### 12.1 - Hygiène et sécurité

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti en matière d'hygiène et de sécurité sur le chantier par la réglementation en vigueur et le CCAG-Travaux.

#### 12.2 - Organisation des études et du suivi des travaux

Le titulaire transmettra tous les mois un pointage détaillé de l'avancement des études. En cas de retard il sera tenu de proposer dans un délai d'une semaine une stratégie / méthodologie permettant de le résorber.

##### **12.2.1. Réunions de coordination mensuelles**

Le pouvoir adjudicateur impose des réunions mensuelles de coordination et de suivi des études qui se tiennent en un lieu défini par le Pouvoir adjudicateur en présence du représentant désigné du titulaire pour assurer les responsabilités et prendre les décisions découlant de l'exécution du présent contrat. Ce représentant peut être assisté d'un suppléant en cas d'absence.

Le pouvoir adjudicateur ou son assistant dresse l'ordre du jour et l'adresse au titulaire au plus tard la veille de la réunion.

Le pouvoir adjudicateur ou son assistant en dresse le compte-rendu et le notifie au titulaire.

Ce compte-rendu relate notamment les sujets abordés, les observations éventuelles et les décisions prises lors de ces réunions. Le titulaire s'oblige à tenir compte des observations du pouvoir adjudicateur et des décisions portées dans ce compte-rendu. En l'absence de remarques écrites du titulaire sur celui-ci, dans un délai de 3 jours ouvrés à compter de la notification dudit compte-rendu, les décisions qui y sont formulées sont réputées acquises et acceptées par les parties.

### **12.2.2. Organisation des équipes**

La collaboration de spécialistes peut être requise par le pouvoir adjudicateur dans le cadre des obligations définies par le présent marché. Ces spécialistes payés par le titulaire, sont soumis à l'agrément du pouvoir adjudicateur, ils interviennent en qualité de consultants.

### **12.2.3. Collaborateurs du titulaire**

Le titulaire désignera ses collaborateurs concourant aux études dans les 15 jours calendaires suivant la notification du marché.

Il sera fait application des dispositions de l'article 3.4.1 du CCAG-MOE.

Si, en cours de marché, le titulaire décide de remplacer ses collaborateurs, il soumet à l'acceptation du pouvoir adjudicateur les nouveaux collaborateurs en lui précisant leurs références.

Le pouvoir adjudicateur peut également refuser directement certains collaborateurs ; dans ce cas le titulaire s'oblige à remplacer les collaborateurs refusés.

### **12.2.4. Ordres de service**

Dans le cadre du contrôle général des travaux (élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » DET), le titulaire est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le titulaire, notifiés par celui-ci à l'entrepreneur dans un délai de 5 jours ouvrés, dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité dont le montant, par jour de retard – compris entre la date où l'ordre de service aurait dû être délivré et celle où il l'a réellement été, y compris les dimanches et jours fériés – est fixé à 200 €.

Le titulaire transmet mensuellement au pouvoir adjudicateur une copie des ordres de services ainsi que la copie des accusés de réception signés de l'entreprise, lesquels sont essentiels pour apprécier les forclusions de l'article 3.8.2 du CCAG travaux.

L'absence de transmission mensuelle de ces ordres de service expose le titulaire à l'application d'une pénalité dont le montant, par jour de retard – compris entre la date à laquelle la transmission aurait dû être faite, y compris les dimanches et jours fériés – est fixé à 500 €.

Toutefois, par dérogation aux articles 10.6, 13.1, 14.4.2, 18.1.1, 18.2.2, 18.2.3, 28.1, 28.2.3 et 52.3 du CCAG Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera lui-même les décisions relatives :

- À l'arrêt des travaux,
- Au démarrage de la période de préparation,
- À la prolongation de la période de préparation,
- À l'autorisation de reprendre les travaux suite à des mesures coercitives.

Par dérogation à l'article 13 du CCAG-Travaux, les ordres de services prescrivant à l'entrepreneur des travaux supplémentaires ou modificatifs devront être préalablement visés par le représentant du pouvoir adjudicateur. Le visa du représentant du pouvoir adjudicateur ne dégage pas le titulaire de sa responsabilité de maître d'œuvre ni de ses obligations en matière de conseil, de contrôle des délais et du coût de l'opération.

Une copie des ordres de service doit être remise au maître de l'ouvrage qui s'assurera à tout moment qu'ils ont bien été délivrés dans les délais impartis.

#### *12.2.5. Forme de présentation des plans et pièces écrites dus au titre du présent marché*

a) Les documents d'études sont remis par le titulaire au pouvoir adjudicateur en 2 exemplaires papier et 1 support numérique.

Concernant les dossiers de consultation des entreprises, le titulaire fournira également impérativement un exemplaire informatique de chacun des documents composant le DCE.

Ces documents seront présentés selon les formats suivants :

- Documents textes (Acte d'engagement, CCAP, CCTP...) : Word (.doc) ET acrobat reader (.pdf)
- Documents chiffrés (DPGF, BPU, DQE...) : Excel (.xls) ET acrobat reader (.pdf)
- Plans : Autocad (dwg, dwf et plt) et acrobat reader (.pdf)
- Images, photos... : Format .jpeg

b) L'exemplaire reproductible de chaque plan remis par le titulaire au pouvoir adjudicateur est présenté sous la forme de calques ou contrecalques laqués de 110 à 120g/m<sup>2</sup> ou éventuellement sur polyester de 50µ. Les contrecalques ne dépassent pas la 2ème génération depuis l'original.

Chaque exemplaire est d'un format conforme AFNOR, soit A2 à A0, avec exceptionnellement le format A3. Il comporte une échelle métrique graphique ainsi qu'un cartouche avec numéro de codification conforme à la règle fixée par le pouvoir adjudicateur.

c) L'exemplaire reproductible de chacune des pièces écrites, schémas annexés, notes de calculs, notices d'entretien et d'utilisation et tous documents entrant dans le concept de maintenance est présenté sur papier reproductible en format A4, exceptionnellement A3, sous la forme d'un document relié.

Chaque document a pour première page le cartouche avec numéro de codification conforme à la règle fixée par le pouvoir adjudicateur.

### **12.3 - Utilisation des normes et de la langue française**

Dans tous les documents fournis, le titulaire s'engage à n'appliquer que les normes et les mesures françaises ou autres normes applicables en France en vertu des accords internationaux ou de la transposition de directives européennes, en application du décret 84-74 du 26 janvier 1984 fixant le statut de la normalisation, modifié par le Décret n° 93-1235 du 15/11/93. Les dérogations éventuelles à ces normes doivent être motivées et récapitulées dans les contrats de travaux.

Tous les documents seront rédigés en langue française.

## **Article 13 – Utilisation des résultats – propriété intellectuelle – obligation de discrétion**

### **13.1 – Utilisation des connaissances antérieures**

Les connaissances antérieures sont définies à l'article 22.6 du CCAG-MOE. Leur régime d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 23.2 du CCAG-MOE.

Toute modification, adaptation ou traduction projetée sur les connaissances antérieures concédées fait l'objet d'un accord préalable du maître d'œuvre et le cas échéant, d'une convention spécifique.

### **13.2 – Utilisation des résultats**

Les résultats sont définis à l'article 22.1 du CCAG-MOE. Le régime des droits d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 24.1 du CCAG-MOE.

#### **13.2.1 – Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique**

Pour les besoins découlant de l'objet, le maître d'œuvre concède, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage ses droits patrimoniaux, composés des droits de reproduction et de représentation définis aux articles 24.2.1.1 et 24.2.1.2 du CCAG-MOE. L'exercice des droits patrimoniaux s'exerce dans le respect des droits moraux du maître d'œuvre.

Le droit de reproduction est limité à la réalisation unique du ou des ouvrages objets du marché.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations, dans le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Le prix de la concession est intégré au forfait provisoire de rémunération défini à l'article 2.2 de l'acte d'engagement.

#### **13.2.2 – Mise en œuvre de la protection des droits moraux**

Dans le cadre du droit à la paternité, le maître d'ouvrage s'assure que le nom et la qualité de l'auteur sont apposés sur l'immeuble réalisé ainsi que sur toutes les publications dont le maître d'ouvrage est à l'initiative portant sur la reproduction de l'œuvre sous quelque forme que ce soit.

Dans le cadre du droit au respect de l'œuvre, le maître d'ouvrage s'engage à informer le maître d'œuvre préalablement aux adaptations ou modifications ultérieures de l'œuvre et qui seraient susceptibles de l'altérer ou de la dénaturer.

En cas de réutilisation ou de réhabilitation, le pouvoir adjudicateur respecte le droit moral de l'auteur initial et lui donne les moyens de s'assurer du respect de son œuvre. Il l'informe avant toute intervention sur son œuvre.

#### **13.2.3 – Exploitation commerciale des résultats**

Par défaut, le droit d'utiliser les résultats ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage souhaiterait exploiter commercialement les résultats du marché, il sollicite l'accord du maître d'œuvre afin d'établir une convention définissant les modalités de cette exploitation, incluant au minimum :

- la durée de l'exploitation ;
- les finalités de l'exploitation commerciale ;
- les supports de reproduction ;
- le montant et les modalités de calcul de la redevance ;
- les modalités de contrôle des versements effectués.

Un contrat de cession de droits est passé entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage en application des dispositions de l'article R. 2122-3-3° du code de la commande publique.

### **13.3 – Obligation de discrétion**

Le(s) titulaire(s) est (sont) tenu(s) au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa (leur) mission.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le(s) titulaire(s) s'interdit(s) d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le présent marché.

### **Article 14 – Arrêt de l'exécution de la prestation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article 1.5 du présent CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution entraîne la résiliation du marché conformément aux dispositions fixées à l'article 27 du CCAG-MOE.

### **Article 15 – Achèvement de la mission**

La mission du titulaire s'achève à la fin du délai de « parfait achèvement » (prévue à l'article 44 du CCAG-travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission du titulaire fait l'objet d'une décision établie sur sa demande par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

Par dérogation à l'article 20.3 du CCAG-MOE, cette demande ne pourra en tout état de cause être faite avant l'expiration du délai d'un an à compter de la dernière date de réception des différents marchés de travaux et après production par le titulaire des constats de parfait achèvement et de levée de l'ensemble des réserves, établis par lui-même.

## **CHAPITRE VI - RESILIATION DU MARCHE - CLAUSES DIVERSES**

### **Article 16 - Résiliation**

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 6 du CCAG-MOE (articles 27 à 32) avec les précisions et dérogations suivantes :

#### **16.1 – Résiliation pour motif d'intérêt général**

Si le pouvoir adjudicateur décide la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 31 du CCAG-MOE, le titulaire a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision. Par dérogation à l'article 31 du CCAG-MOE, pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à trois pour cent (3%).

Toutefois, par dérogation à l'article 31 du CCAG-MOE, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général au terme de l'une des étapes techniques ou tranches définies dans le présent CCAP, aucune indemnité de résiliation n'est due au maître d'œuvre. Seule la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées, peut être indemnisée dans les conditions de l'article 31 du CCAG-MOE.

### **16.2 – Résiliation du marché aux torts du titulaire**

Il est spécifié dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le titulaire est défaillant.

Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé :

- À 5 jours à dater de la réception de la mise en demeure pour les obligations auxquelles le titulaire est tenu en application de l'article 41 du CCAG-Travaux,
- À 5 jours à dater de la réception de la mise en demeure pour les autres obligations.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-14 et R.2343-1 à R.2343-19 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

### **16.3 – Résiliation du fait d'un dépassement du coût prévisionnel**

En complément du chapitre 6 du CCAG-MOE, le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avèrerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé au présent CCAP (cas du dépassement du coût prévisionnel assorti du taux de tolérance (Tp) visé ci-dessus) ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

Dans ce cas les conditions financières de la résiliation seraient identiques à celles visées aux articles 30 et 32 du CCAG-MOE.

### **16.4 – Résiliation du fait d'un dépassement des délais**

En complément du chapitre 6 du CCAG-MOE et compte tenu des objectifs du pouvoir adjudicateur visant à respecter les coûts et les délais, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mettre fin à la mission du titulaire si un dépassement exclusivement imputable à celui-ci du délai global supérieur à 2 mois était constaté par rapport au calendrier.

Dans ce cas les conditions financières de la résiliation seraient identiques à celles visées aux articles 30 et 32 du CCAG-MOE.

## **Article 17 – Clauses diverses.**

### **17.1 – Conduite des opérations dans un groupement.**



La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE sont applicables.

En conséquence, les articles du CCAG MOE, traitant de la résiliation pour faute (art. 30) et les autres cas de résiliation (art. 28) s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

#### **17.2 - Suivi de l'exécution des travaux.**

L'équipe chargée de suivre l'exécution des travaux sera présente sur le chantier autant que de besoin.

Les opérations préalables à la réception s'effectueront en présence du pouvoir adjudicateur si nécessaire. Celui-ci fera ses observations éventuelles au titulaire qui devra alors faire procéder aux levées de réserves.

#### **17.3 - Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.**

Conformément aux articles 4 du CCAG-MOE et 31.4 et 31.5 du CCAG-Travaux, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

#### **17.4 - Arrêt momentané des prestations.**

Dans le cas d'arrêt momentané des prestations du titulaire, pour des causes non imputables à celui-ci, le forfait de rémunération et les délais d'exécution seront aménagés en fonction des incidences de l'allongement des délais. Un avenant fixera les nouvelles conditions.

#### **17.5 – Exécution de la prestation aux frais et risques.**

En application de l'article 34 du GGAG-MOE, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 32.2 du CCAG-MOE, la mise au frais et risques peut intervenir même en l'absence de décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

### **Article 18 - Assurances**

#### **18.1 - Assurance décennale :**

Le titulaire est tenu de s'assurer, pour garantir sa responsabilité décennale.

La police sera souscrite auprès d'une compagnie dûment agréée par la Direction des Assurances et comportera des garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

#### **18.2 - Responsabilité professionnelle autre que décennale :**

Le titulaire devra être titulaire d'une police d'assurance souscrite auprès d'une compagnie notoirement solvable, destinée à couvrir ses responsabilités civiles et professionnelles, autres que décennales, pour un montant en rapport avec l'importance de l'opération.

### **18.3- Assurance complémentaire du titulaire :**

Le titulaire devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le pouvoir adjudicateur pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

### **18.4 - Justification :**

Le titulaire du présent marché devra justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la date de la notification du marché, et ensuite chaque année à l'échéance, qu'il est bien titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile découlant des dispositions des articles 1792, et suivants du Code Civil. Ce contrat sera souscrit auprès d'un assureur pratiquant habituellement la souscription des garanties prévues à l'article L. 241- 1 du Code des assurances avec une marge de solvabilité qui devra être jugée comme suffisante par rapport à la moyenne constatée sur le marché français de l'assurance pour l'année écoulée.

La titulaire produira à cet effet une attestation nominative de chantier qui comportera la liste exacte des activités pour lesquelles il est garanti et les montants des garanties. Ce contrat comportera une clause assurant le maintien de la garantie pour toute la durée de la responsabilité pesant sur l'assuré pour tous les chantiers ouverts pendant la durée de validité de celui-ci.

De plus il sera souscrit avec abrogation de la règle proportionnelle dans tous les cas et il garantira également les sous-traitants de niveau 1 (mais uniquement pour les activités pour lesquelles le titulaire est garanti à titre principal).

Le titulaire du présent marché fera insérer à ses différents contrats une clause stipulant que celui-ci s'engage à aviser le pouvoir adjudicateur lors d'une éventuelle mise en demeure de paiement de prime (L 113 - 3 du Code des assurances) ainsi qu'à l'occasion de la résiliation du contrat quel qu'en soit le motif.

Une attestation semblable devra être fournie à l'appui du projet de décompte final.

En cas de retard dans la remise des documents visés au présent article, le titulaire encourt la pénalité fixée à l'article 7.2 du présent CCAP.

## **Article 19 – Règlement des différends**

En cas de litige et de contentieux, le droit français est le seul applicable.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Lyon est compétent en cas de litige.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

## **Article 20 – Dérogations au CCAG-MOE et au CCAG-TRAVAUX.**

<b>Article du CCAG-MOE</b>	<b>Article du CCAG-TRAVAUX</b>	<b>Intitulé</b>
16.2		Délais-Pénalités
3.6.3		Transmission des contrats de sous-traitance
11.2 à 11.6		Acomptes
11.7		Solde
16		Retenues intermédiaires
20.4.2		Présentation des documents
20.2 et 20.5 et 21		Acceptation des documents d'études
	12.2.1	Vérification décomptes
	29.1.5	Visa études exécution
	10.6, 13, 13.1, 14.4.2, 18.1.1, 18.2.2, 18.2.3, 28.1, 28.2.3 et 52.3	Ordres de service
20.3		Achèvement de la mission
32.2		Frais et risques
32.3		Résiliation pour faute